

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Les-manoevres-du-FMI-en-Argentine>

# Les manoeuvres du FMI en Argentine

- Empire et Résistance - Organismes et ONGs de domination -

Date de mise en ligne : vendredi 16 août 2002

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**Les derniers sondages réalisés et largement diffusés par les médias, ont confirmé ce qui était déjà de notoriété publique : la majorité des citoyens rejettent les accords que les dirigeants politiques argentins tentent de conclure avec le FMI.**

**Por Naúm Minsburg**

Dans ce contexte, il est opportun d'analyser, quoique très brièvement, l'histoire des relations entre notre pays et le FMI (le Fonds monétaire international créé en 1944) qui commence avec le gouvernement appelé " la révolution libératrice " et avec le premier crédit obtenu en 1958 sous le gouvernement du Dr Arturo Frondizi.

Dès lors, le Fonds et son " bras de fer ", la Banque mondiale, ont eu une influence capitale sur le développement socio-économique de notre pays, en imposant des conditions à sa convenance et selon les intérêts des grandes puissances mondiales, essentiellement des États-Unis.

Mais nous ferions preuve d'étroitesse d'esprit en ignorant les conditions imposées par le Fonds, une évidente connivence avec les intérêts des grands capitaux locaux et des filiales des corporations transnationales étrangères, auxquels se sont par la suite ajoutées les opérations financières du grand capital international.

Le but de cet article n'est pas d'effectuer une analyse historique et détaillée ; arrêtons-nous simplement aux derniers mois.

L'Argentine est passée du statut d'élève exemplaire, en appliquant inconditionnellement les directives du FMI, à la position de mauvaise élève qui doit se mettre à genoux pour avoir osé proclamer publiquement sa situation réelle, c'est-à-dire celle de ne plus pouvoir assumer le paiement de sa dette extérieure.

Comme si le FMI ne savait pas qu'un modèle basé, sur un taux de change fictif imposé de force, sur l'ouverture sans restrictions aux importations de biens et de capitaux augmentait exagérément l'endettement extérieur et les privatisations à des prix dérisoires et avec une augmentation de la corruption menaient nécessairement à une impasse et à une situation explosive !

Pour pouvoir maintenir le modèle " ménemiste - cavalliste - delarruiste " qui s'épuisait et dont nous pouvons constater les résultats, et pour pouvoir faciliter la colossale fuite de capitaux qui s'effectuerait ensuite, Cavallo désigna à la présidence de la Banque centrale un élève scrupuleusement formé par le Fonds, monsieur Mario Blejer. (NTD : Domingo Cavallo fut président de la Banque centrale sous la dernière dictature militaire, chancelier et ministre de l'économie sous Ménem).

Le FMI, pour accorder son " aide ", a commencé par exiger un " plan économique durable " et tant que ce plan ne serait pas mis en œuvre, la communauté internationale n'apporterait pas son appui à notre pays. Une condition qui constitue une exigence irréaliste à

l'heure actuelle.

Après les innombrables missions du FMI en Argentine, la dernière dirigée par l'Indien Anoop Singh (celui-là même qui, avec Mario Blejer, fut l'auteur du désastre indonésien) a imposé aux gouverneurs argentins la signature du document des " 14 points " constitué essentiellement de la réduction extrême et permanente des dépenses de l'état. (NDT : Fonds de retraite, santé, salaires, éducation, services sociaux, etc.)

Il est connu qu'en période de crise économique, la réduction des dépenses de l'état ne fait qu'aggraver la situation en provoquant la chute des revenus d'impôts, l'augmentation du chômage, l'appauvrissement critique de la population (plus de la moitié de la population en Argentine), la destruction en grande partie de l'appareil productif, etc. La crise enclenche un cercle vicieux infernal et s'installe de façon permanente.

Voilà la situation en Argentine.

Le 5 février, juste avant qu'Eduardo Duhalde ne soit officiellement désigné Président de la nation, Jorge Remes Lenicov, fidèle disciple du " cavallisme " (NDT : ministre de l'économie qui n'est déjà plus en poste) et le ministre de la " production " qui n'a rien produit pendant son court mandat, Ignacio de Mendiguren (NDT : tous deux choisis par Duhalde) proclament une dévaluation de notre monnaie laquelle se transforme rapidement en une mégadévaluation, d'une ampleur jamais vue ni en Turquie, ni en Russie, ni dans les pays asiatiques.

Le prétexte avancé, d'une telle absurdité, découlant non seulement de l'ineptie et des intérêts de ceux qui l'ont mis de l'avant, était de " rendre l'économie nationale plus compétitive afin d'augmenter nos exportations de façon débridée ". Comme si la compétitivité

ne  
consistait seulement qu'à bénéficier d'un taux de change  
disproportionné et ne tenait pas compte de facteurs tels la  
qualité, l'  
'intégration de technologies de pointe, la diligence à  
livrer comme  
promis, le respect des ententes, etc.

Ces fonctionnaires ont péché par omission en tenant sous  
silence qu'  
une bonne part de la production nationale, par la faute du "  
cavallisme ", dépend de capitaux importés, ce qui influence  
à la  
hausse le coût final de ce qui est produit localement.

Alors que cette mégaévaluation a fait chuter les revenus  
et les  
salaires, que l'inflation s'est installée et que se profile  
à l'  
horizon une hyperinflation, le FMI exige une politique  
monétaire  
soutenant un cours du dollar flottant !  
Durant les dernières semaines, le FMI a ajouté comme  
condition  
incontournable à son " aide " l'abrogation de deux lois  
d'importance  
capitale : la loi sur les faillites et la loi de subversion  
économique.

La modification de la loi sur les faillites permettra à des  
créanciers  
étrangers d'acquérir à un coût dérisoire plusieurs sociétés  
nationales, amplifiant ainsi le grave processus de perte de  
contrôle  
de notre économie aux mains d'étrangers.

L'annulation de la loi de subversion économique vise à  
protéger d'  
éventuelles poursuites les directeurs de banques qui ont  
joué un rôle  
et collaborent toujours à ce que nous avons appelé " la  
plus grande  
escroquerie de l'histoire ", la dépossession de millions  
d'épargnants  
piégés dans ce tourbillon infernal. Parallèlement, le pays  
a été vidé  
financièrement rendant difficile le rétablissement d'un  
système  
bancaire sérieux, nécessaire à la relance de notre économie.

En définitive, nous considérons que les négociations avec le FMI devraient se dérouler en adoptant une position sans compromis de défense des intérêts nationaux, en essayant par tous les moyens de restructurer sérieusement la dette extérieure, de réaliser un véritable et réel plan de relance de l'économie, d'enrayer graduellement la pauvreté, d'éliminer définitivement le cancer de la corruption, et de se réappropriier l'épargne argentine aujourd'hui totalement accaparée par la spéculation sur les marchés boursiers.

*Post-scriptum :*

**Contact pour cet article :**

- ▶ Naúm Minsburg (Économiste. Membre du Conseil Académique de ATTAC-Argentine) : [naumin@netizen.com.ar](mailto:naumin@netizen.com.ar)
- ▶ Traduction. coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles.